

LA DÉMOCRATIE : TOUJOURS À DÉFENDRE

(Propos recueillis par) **Poncelet Bruno**

La démocratie : tout le monde en parle et s'en revendique, même si son concept peut faire débat... Pourtant, la démocratie n'est pas un acquis intangible de nos sociétés. Elle se trouve régulièrement détournée, tronquée, voire attaquée frontalement par ses plus farouches adversaires, parmi lesquels les tenants d'un ultralibéralisme qui ne se soucie que de son profit exclusif.

La fragilité de cette démocratie implique donc qu'elle doive être défendue et que ceux qui la protègent s'engagent à résister, encore et toujours, à des opposants d'autant plus déterminés qu'ils avancent masqués.

Voici l'écho du débat autour de cette notion de « démocratie », organisé par le CEPAG le 25 avril 2014 à Beez.

Démocratie & liberté

Marc Jacquemain, Docteur en sociologie et

Ce 25 avril 2014, le Portugal célèbre le 40^{ème} anniversaire de la « Révolution des œillets ». Dernier grand mouvement de contestation pour défendre le modèle européen de démocratie représentative, cette Révolution des œillets vit un groupe militaire prendre le pouvoir pour rétablir la démocratie. Un évènement inattendu, inhabituel, et très intéressant pour introduire un débat sur cette notion.

Que s'est-il passé dans la foulée de cette Révolution ? Après la très longue dictature de Salazar, les gens se sont libérés et une nouvelle façon de concevoir la démocratie (plus collective et participative) a émergé dans une certaine effervescence. Divers mouvements ont apporté leur pierre à l'édifice comme, par exemple, la prise de contrôle d'usines et d'entreprises agricoles par les travailleurs, après la fuite de nombreux patrons proches de Salazar. Mais cette expérimentation collective de la démocratie était vue d'un mauvais œil par l'OTAN, qui la considérait comme un outil de propagation du communisme dans le Sud de l'Europe. C'est pourquoi l'OTAN a voulu envahir le Portugal. Il en a été empêché (en novembre 1975) par l'opposition des partis socialistes européens qui ont préféré financer massivement la « social-démocratie » portugaise, enterrant ainsi une expérience originale de pratique collective de la démocratie.

Pour Marc Jacquemain, il existe plusieurs types de démocratie, souvent opposés :

- ◁ un modèle de démocratie indirecte, insistant sur les libertés individuelles, où les gens se font représenter par des élus ;

- ◁ un modèle de démocratie directe, où les gens s'organisent (en collectivité) sur leurs lieux de vie et de travail, pour prendre part directement aux décisions qui les concernent.

Les suites de la Révolution des œillets incarnent cette opposition entre deux visions de la démocratie basées sur la notion de « liberté ».

Liberté collective vs liberté individuelle

Pour mieux comprendre ce « conflit » entre 2 visions de la démocratie, Marc Jacquemain fait référence à un discours de 1819 : « *La liberté des anciens et la liberté des modernes* », des Benjamin Constant (romancier, homme politique et intellectuel français). Par *Liberté des anciens*, Constant fait référence à la culture grecque qui légitimait « le partage du pouvoir social entre tous les citoyens d'une même patrie : c'était là ce qu'ils nommaient liberté ». Autrement dit, il s'agissait alors de valoriser une forme de liberté où nous pouvons influencer directement les décisions politiques et gérer collectivement ce qui nous concerne. Les *modernes*, selon Constant, partent eux d'un postulat plus individualiste : ils veulent assurer « la sécurité dans les jouissances privées et ils nomment liberté les garanties accordées par les institutions à ces jouissances ».

Parlant au nom de la bourgeoisie montante, Benjamin Constant participe au mouvement de basculement de la démocratie. Pour lui, « notre liberté », c'est de faire ce qu'on veut à titre individuel (et non plus à titre collectif).

Mais en fait, ces deux conceptions de la liberté ne sont pas antagonistes. Pour Marc Jacquemain, il faut plutôt les envisager comme deux dimensions complémentaires de la démocratie où doivent s'articuler le respect des individus et la capacité à agir de façon collective. Comprise comme telle, la démocratie court le risque de s'appauvrir (ou de disparaître) lorsqu'une des deux dimensions phagocyte tout l'espace (culturel, mental, politique...) disponible.

Ainsi, nous vivons aujourd'hui dans une version de la démocratie typiquement moderne, où les droits individuels ont pris le pas sur la capacité à agir en collectif. En tant que « consommateurs », nous pouvons en être heureux car nous disposons d'une arme décisive : la défection, soit notre capacité à désertier un espace qui ne nous correspond plus. Ainsi, on peut arrêter d'acheter tel produit pour en acheter un autre ; on peut quitter son syndicat si on en est mécontent ; on peut laisser en plan un parti politique qui ne correspond plus à nos attentes et changer son vote...

La liberté des *anciens* est d'un genre différent : elle repose sur la prise de parole. On n'est pas content de son syndicat ? On se réunit, on fait un comité et on agit collectivement. Dans ce cas-là, on ne déserte pas mais on s'implique davantage pour changer les choses. Malheureusement, cette facette de la démocratie est aujourd'hui mal en point. Or, comme nous le montre l'histoire, le danger vient souvent de l'oubli de l'une ou l'autre forme de liberté.

Marc Jacquemain prend l'exemple de la vision léniniste de la démocratie, où un parti d'avant-garde prend les décisions auxquelles tout le monde doit se soumettre. Cette vision léniniste de la démocratie a fait fi de la dimension *liberté individuelle* avec toutes les conséquences tragiques que l'on sait. Inversement, dans notre société où seule la dimension *liberté individuelle* est mise en avant, nous avons le sentiment de n'avoir plus prise sur les grands mécanismes fondamentaux. Par exemple, quelqu'un de solvable va avoir la liberté de s'acheter une voiture mais, s'il préfère se déplacer en transports en commun, il n'aura pas les moyens d'agir directement pour favoriser les bus et les trains en lieu et place de la voiture.

Alors qu'il s'agit d'une dimension fondamentale de la liberté, la *liberté des anciens* est désormais très faible dans notre société. On peut l'expliquer de diverses façons. Par exemple, les inégalités socioéconomiques conduisent à des inégalités de pouvoir. De même, la fragmentation politique de l'espace géographique complique l'exercice de notre liberté de parole : la Belgique est déjà une mosaïque politique, mais que dire si on regarde à l'échelle d'un continent ? Comment identifier les lieux de décisions ?

Réflexions

Pour Marc Jacquemain, en démocratie, il est important de combiner les deux formes de liberté : individuelle et collective, celle des anciens et des modernes. La démocratie représentative électorale s'épuise, et désenchantée, si elle ne s'accompagne pas de la liberté collective de participer aux décisions. C'est pourquoi il serait important de réhabiliter cette dimension collective de la démocratie, pour la faire vivre en complément (et non pas au détriment) des libertés individuelles garanties par la démocratie représentative.

La démocratie en crise

P a t r i c k C o u l o n , j o u r n a l i s t e e t m e m b r e d e

Nous vivons une crise de la démocratie, dont l'avenir est préoccupant.

En démocratie, les enjeux et défis auxquels nous sommes confrontés nécessitent une mise en commun des richesses, des savoirs, des pouvoirs... Mais aujourd'hui, une minorité possédante s'accapare les pouvoirs (économiques et institutionnels), et laisse une majorité d'individus totalement dépourvus de capacité à avoir prise sur le réel. Qui plus est, la crise que nous vivons est multiple car elle englobe nos rapports à la nature, l'économie, l'environnement, la culture, la démographie, le social ou les sciences... Pour sortir de cette crise multidimensionnelle, des remises en cause radicales sont nécessaires dans tous les champs d'activités. Et pour être efficaces, ces remises en cause doivent être élaborées et décidées par l'immense majorité des créateurs de richesses, les travailleurs, car aucun domaine de décision ne peut se passer de l'expertise, de l'intelligence et de la participation citoyenne.

Les inégalités de richesse et l'impuissance des gens à peser sur les décisions se reflètent dans la crise de légitimité du système démocratique actuel. Ainsi, lors des dernières élections municipales françaises, le taux d'abstention a pratiquement atteint les 40% - avec des pointes de 60 à 70% dans certaines villes ! - alors que ce scrutin électoral est le plus populaire après l'élection présidentielle. À la recherche d'explications, plusieurs sondages vont dans le même sens :

- ◁ selon une enquête Ipsos : 63 % des Français pensent que le système démocratique fonctionne de moins en moins bien ;
- ◁ selon le Centre d'études en Sciences Politiques : 69 % des français pensent que la démocratie fonctionne mal, ce qui représente une augmentation d'avis négatifs de 21 % par rapport au début de la crise financière.

Les causes invoquées par les citoyens sont également intéressantes à relever :

¹ Fondation financée par la Parti communiste français dont les chercheurs déterminent eux-mêmes les axes de leurs recherches de façon indépendante, selon l'adage « Explorer, confronter, innover... » et faisant se rencontrer praticiens et penseurs dont l'horizon commun est l'émancipation humaine.

- ◁ 50 % évoquent l'impuissance des partis à apporter des solutions à la crise économique ;
- ◁ 47 % évoquent une déconnexion des élus avec leur vécu quotidien ;
- ◁ 75 % se sentent de plus en plus manipulés ;
- ◁ 2/3 se sentent de plus en plus ignorés ;
- ◁ la moitié se sent de plus en plus dépassée.

Malgré tout, 80 % des citoyens interrogés affirment être convaincus que la démocratie est le meilleur système possible (mais qu'il fonctionnerait mieux si on tenait compte de leur avis).

Le malaise est tel que certains pronostiquent une sortie de l'ère démocratique au profit de la gouvernance. C'est notamment le cas de Guy Hermet (sociologue et politologue français) lorsqu'il écrit :

« Je crois que les contours du nouveau système politique, post démocratique, dans lequel nous allons vivre se dessinent, en particulier autour de la notion de «gouvernance» ; ce qui n'est pas contradictoire avec le développement de régimes autoritaires. La «gouvernance» a certes une signification nébuleuse, mais elle recouvre une mutation bien réelle de l'exercice du pouvoir. Un mécanisme fondé sur la concertation entre une pluralité d'acteurs publics ou privés ; qui brouille les frontières entre les échelles locales, nationales, régionales et mondiales de l'autorité ; qui place la norme négociée au-dessus de la loi démocratiquement votée. C'est pêle-mêle la «gouvernance» urbaine, la «gouvernance» d'entreprise, la «bonne gouvernance» des institutions internationales, la «gouvernance mondiale» où les décisions sont prises par un ensemble d'Etats, d'organisations multilatérales, d'ONG et de firmes globales; ou, enfin, la «gouvernance» européenne, à ce jour la forme la plus achevée de mise en œuvre de ce dispositif. La «gouvernance», c'est un gouvernement des organisations pour les organisations. Et l'énième mode d'évitement d'une expression populaire trop pressante, qui vient opportunément remplacer un système représentatif dont les ressorts paraissent épuisés

La gouvernance européenne témoigne de ce processus de régression démocratique : en 2005, suite à un formidable débat, 55% de la population française rejetait par référendum le Traité constitutionnel. Mais quelques mois plus tard, le gouvernement fit entériner par le Parlement un Traité reprenant l'esprit et la lettre du texte retoqué par le vote ! De tels processus - où les classes dirigeantes optent pour des décisions contraires à la volonté exprimée par la population - se sont également produits aux Pays-Bas et en Irlande. C'est donc en tournant le dos à la volonté, démocratiquement exprimée, de rejeter certains projets européens que les gouvernements accélèrent la mise en place de la gouvernance européenne.

Une démocratie qui dérange

Que dire, sinon qu'aujourd'hui la démocratie dérange ?

Peut-on suivre Emmanuel Todd (historien, anthropologue, démographe, sociologue français) lorsqu'il cherche à savoir « si les hommes politiques, incapables de manipuler plus longtemps notre « démocratie d'opinion », ne vont pas devoir purement et simplement supprimer le suffrage universel » ?

Et Emmanuel Todd d'ajouter : « la suppression des élections poserait évidemment autant de problèmes qu'elle en résoudrait car il faudrait ensuite trouver des moyens de nommer, à tous les échelons, des responsables... Mais n'oublions pas que la démocratie ne représente après tout qu'une

infime période de l'histoire humaine et que bien des régimes politiques se sont passés d'élections. La cooptation existe... La menace d'une suppression du suffrage universel me paraît sérieuse... La tradition française, dans la longue durée de l'Histoire, ce n'est pas seulement l'individualisme et la République, c'est aussi l'absolutisme louis-quatorzien et la dictature des deux Bonaparte

Aujourd'hui, la démocratie subit de nombreuses attaques :

- < refonte du territoire français, qui éloigne le pouvoir des collectivités locales (établies et forgées par l'histoire du pays) au profit de lieux de décisions éloignés et... préservés de possibles intrusions citoyennes ;
- < réflexions (à haute voix) sur une refonte éventuelle des règles électorales, afin que les résultats soient plus avantageux aux élus sortants !
- < volonté d'accorder plus de droits aux multinationales qu'aux Etats avec le Traité transatlantique en cours de négociation³.

Manifestement, les « dominants » sont prêts à se passer de la démocratie. Et peuvent s'y essayer d'autant plus facilement qu'ils contrôlent les médias. En France, il suffit d'être marchand d'armes pour tenter de formater les opinions (Dassault possède le Figaro tandis que Lagardère est propriétaire d'Europe 1...).

Comme le dit Jacques Rancière (philosophe français), nous assistons à un renversement des valeurs :

« Hier encore, le discours officiel opposait les vertus de la démocratie à l'horreur totalitaire, tandis que les révolutionnaires récusait ses apparences au nom d'une démocratie réelle à venir. Ces temps sont révolus. Alors même que certains gouvernements s'emploient à exporter la démocratie par la force des armes, notre intelligentsia n'en finit pas de déceler, dans tous les aspects de la vie publique et privée, les symptômes funestes de l'individualisme démocratique et les ravages de l'égalitarisme » détruisant les valeurs collectives, forgeant un nouveau totalitarisme et conduisant l'humanité au suicide. Pour comprendre cette mutation idéologique, il ne suffit pas de l'inscrire dans le présent du gouvernement mondial de la richesse. Il faut remonter au scandale premier que représente le gouvernement du peuple et saisir les liens complexes entre démocratie, politique, république et représentation. À ce prix, il est possible de retrouver, les rêves amours d'hier et les déchaînements haineux d'aujourd'hui, la puissance subversive toujours neuve et toujours menacée de l'idée démocratique. »⁴

Revitaliser la démocratie

Pour celui qui veut favoriser l'émancipation humaine, défendre la démocratie est essentiel. Mais cela ne peut se faire qu'en revitalisant notre approche de la démocratie pour y inclure les femmes (qui en ont trop longtemps été tenues à l'écart) et les citoyens (que le système de représentation indirecte, par le biais d'élections régulières, ne satisfait manifestement plus).

Selon Patrick Coulon, pour revitaliser la démocratie, plusieurs fronts de lutte sont possibles :

² Emmanuel Todd, *Après la démocratie ?*

³ Plus d'infos sur www.no-transat.be

⁴ Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*.

1. Régénérer la démocratie représentative à l'aide de décisions concrètes : mandats électoraux plus courts, interdiction du cumul, non-professionnalisation des mandataires et construction collective de l'activité politique.
2. Instituer des pratiques de codécisions : l'élu n'est pas là pour conquérir des places dans des institutions, mais plutôt pour être le représentant d'un collectif et contribuer à un processus de codécision où son travail parlementaire est suivi, et contrôlé de près, par des non-élus. Partout, en tous lieux : du local au global, du micro au macro, du quartier à l'entreprise, il faut encourager des processus participatifs visant à la codécision.
3. Introduire la pratique du tirage au sort : pour les Athéniens de l'Antiquité, l'élection par les urnes s'apparentait à une logique aristocratique de « sélection des meilleurs », tandis que le tirage au sort était considéré comme beaucoup plus démocratique⁵. Un point de vue conforté par la composition sociologique des assemblées parlementaires contemporaines : la majorité des élus appartiennent à une élite qui s'auto-reproduit et est fortement liée aux détenteurs des leviers économiques. Des pratiques de tirage au sort permettraient de revitaliser la démocratie en nommant des gens, issus des couches populaires, dans des jurys citoyens, des conférences de consensus, des sondages délibératifs...

Réflexions

Pour Patrick Coulon, ces trois fronts de lutte ont un point commun : tous partent du postulat de l'égalité politique absolue, et du droit de chacun(e) à prendre la parole dans l'espace public. Qui décide ? Pourquoi ? Comment ? Sur quels déterminants ? Sous quel contrôle ? Par quelles évaluations ? Tout le monde (y compris les plus humbles) a le droit de s'ériger en acteur politique pour délibérer du bien commun. Chacun doit pouvoir mettre ses compétences individuelles au service d'un projet collectif. La politique ne peut être un domaine réservé aux experts. Une fois pour toutes, en démocratie, l'aptitude à juger des affaires politiques doit être considérée comme universelle⁶.

Bien entendu, aucune de ces améliorations potentielles n'abrogera les clivages sociaux, les conflits, les divergences de vues, les dominations de sexe et autres intérêts de classe. C'est pourquoi les partis politiques doivent continuer d'exister. Parmi ceux-ci, les partis qui visent à l'émancipation humaine (c'est-à-dire au partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs entre toutes et tous) doivent :

- ◁ travailler sur l'idéologie de notre société, de manière à y renforcer la quête de démocratie ;
- ◁ être l'aiguillon favorisant l'accès de tous aux processus de décision, par exemple en transformant de grands principes (comme l'égalité homme-femme) en décisions législatives concrètes ;
- ◁ appuyer les mobilisations militantes tout en se montrant ouvert aux participations et revendications citoyennes.

Rien ne viendra sans luttes. Aujourd'hui, la bataille pour le développement de la démocratie est la bataille principale de l'émancipation humaine.

⁵ On peut se reporter, sur cette question, à l'ouvrage d'Yves Sintomer (*Le pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*) qui détaille l'histoire et les pratiques de la sélection aléatoire des détenteurs de pouvoir, aussi bien dans l'Antiquité, les républiques médiévales ou les jurys d'assises anglo-saxons.

⁶ Quitte à devoir exclure une catégorie de personnes de la liste des gens aptes à gouverner, ce serait prioritairement (comme le dit Jacques Rancière) ceux qui briguent le pouvoir tant la haine de démocratie est forte chez les dominants, qui ont d'énormes intérêts à conserver leurs privilèges.

C e q u i d é t é r i o r e l a d é m o c r a t i e ... Jean Blairon, Docteur en philosophie et lettres e t d i r e c t e u r d e l ' a s b l

La démocratie a peut-être besoin qu'on la fasse vivre sans qu'elle ne mène à son auto-impuissance. Dans cette perspective : à quoi faut-il être vigilant ? Qu'est-ce qui, concrètement, détériore aujourd'hui la démocratie ?

Voici quelques pistes exposées par Jean Blairon :

- ◁ **les inégalités**: faute d'être solvables, de nombreux citoyens n'ont même plus accès à leur liberté de « consommateurs » (une liberté individuelle évoquée par Marc Jacquemain) ;
- ◁ **la montée des asymétries** : on accepte en haut ce qu'on refuse en bas. Par exemple, les aides sont inconditionnelles pour les grandes entreprises (en haut) mais conditionnelles pour les PME et les Asbl (en bas) ;
- ◁ **la privation de parole** : pour exprimer des désaccords, on doit employer les mots du pouvoir. Cela biaise ce que l'on peut dire ou ne pas dire. C'est moins une question de censure (on n'aurait pas du tout droit à la parole) qu'une question de *sensure* on n'a plus droit au sens, car on peut dire tout et son contraire avec les mêmes mots.

En guise d'illustration, Jean Blairon reprend le texte d'invitation à ce séminaire :

« La démocratie n'est pas un acquis intangible de nos sociétés. Elle se trouve régulièrement détournée, tronquée, voire attaquée frontalement par ses plus farouches adversaires, parmi lesquels les tenants d'un ultralibéralisme qui ne se soucie que de son profit exclusif. La fragilité de cette démocratie implique donc qu'elle doit être défendue et que ceux qui la protègent s'engagent à résister, encore et toujours, à des opposants d'autant plus déterminés qu'ils avancent masqués »

Ensuite, il enchaîne avec un extrait d'une interview d'Alain Destexhe⁸ (auquel le journaliste pose la question suivante : *Ils vous ont fait quoi, les syndicats*

« A moi, personnellement, rien. Mais au pays, énormément. Je n'ai rien contre le principe du syndicalisme que je trouve positif et sain. Que les travailleurs s'organisent et défendent leurs droits est tout à fait normal. Mais ce qui me frappe, c'est l'énorme décalage entre les pouvoirs discrets mais exorbitants des syndicats à mon sens plus importants que ceux des partis politiques et l'absence de questionnement de ce pouvoir qui échappe à tout contrôle démocratique ». Il y a « une opacité totale sur leur fonctionnement, leurs comptes, leurs nombres réels d'adhérents... »

Voilà des mots pratiquement identiques ou forts proches : démocratie & contrôle démocratique, détournement & décalage, opposants masqués & opacité totale... Mais parce qu'ils sont ordonnés différemment, ces mêmes mots veulent dire l'exact contraire... sachant que l'invitation du CEPAG n'abonde pas du tout (c'est une évidence !) dans le sens d'Alain Desthexe.

Selon Jean Blairon, cette perte de sens constitue un obstacle majeur - et très complexe à franchir - pour défendre et revivifier la démocratie. Comment résister à cet obstacle ?

⁷ Réalisation-Téléformation-Animation (RTA) : association namuroise, créée en 1973 par les mouvements ouvriers, active dans l'éducation permanente et l'insertion socioprofessionnelle.

⁸ « Les syndicats échappent à tout contrôle », interview réalisée par Fernand Letist et publiée le 15 mai 2013 dans *Moustique*.

Le philosophe évoque deux façons de faire :

- < relier les mots à leurs référents
- < réfléchir à l'enchaînement des propositions.

Par exemple, « l'Etat social actif » peut se résumer par l'adage « qui cherche trouve ». Jusqu'ici, la critique de l'Etat social actif se focalise essentiellement sur le manque de consistance du mot « trouver » : on insiste, par exemple, sur l'impossibilité pour les chômeurs de « trouver » des emplois vu la pénurie existante. Mais on entend moins la critique porter sur *la façon dont on oblige les gens à chercher de l'emploi*. Pourtant, on pourrait critiquer l'Etat social actif en se focalisant sur ses critères quantitatifs : vu la façon dont on les oblige à chercher (critère quantitatif d'envois de lettres), les chômeurs n'ont aucune chance de trouver de l'emploi. De même, on pourrait insister sur le fait que le sort des personnes sans emploi ne se résume pas à chercher de l'emploi : si quelqu'un est sans-abri et vit à la rue, cette personne doit aussi chercher où dormir, où se laver, où trouver des moyens de communiquer...

L'un des problèmes actuels tient dans le fait que pouvoirs et contre-pouvoirs enchaînent les mêmes propositions. Il en va ainsi pour l'enchaînement économiste, où pouvoirs et contre-pouvoirs sont d'accord : la priorité est de ramener la croissance, qui va créer de l'emploi et accroître les richesses qu'on va pouvoir redistribuer, conduisant ainsi à davantage de bien-être dans la société. Cette façon de voir conduit à une dichotomie politique : le succès de la main gauche (politiques de solidarités et de redistribution) dépend de la liberté laissée à la main droite (politiques de croissance laissant les coudées franches aux entreprises). Est-il possible d'enchaîner les propositions différemment ? Oui pour Jean Blairon. Comment ? En rappelant que la main droite est un secteur assisté (nombreuses aides aux entreprises) dont les chances de réussite dépendent entièrement du succès de la main gauche (politiques de solidarités). Sans enseignants, sans travailleurs, qui va produire les richesses ? Voilà une vraie controverse. Malheureusement, ce type de controverses n'a pas d'espace politique (ni médiatique) pour se déployer aujourd'hui...

Pistes de réflexions : renforcer la démocratie avec des micro-résistances

Pour renforcer la démocratie (ou enrayer son délitement), on peut également développer des micro-résistances. À nouveau, l'exercice n'est pas toujours simple. Par exemple, depuis 30 ans, les critères du *management* (individualisme, esprit de compétition...) cherchent à s'imposer - et s'imposent graduellement - dans l'enseignement. Mais cette logique vient « d'en haut » et ne correspond pas aux attentes « d'en bas ».

Pourtant, si l'on écoutait davantage ce que disent les gens, si l'on était plus proche de leur vécu, on comprendrait mieux certains faits cruciaux. Ainsi, le monde politique actuel vise le *tout à l'intégration* (via la formation professionnelle pour trouver du travail) et le *tout à l'insertion* (en guise de politique sociale). Malheureusement, l'aspect multidimensionnel des problèmes n'est pas pris en compte. Or, si l'on écoutait davantage les chercheurs d'emplois et les travailleurs, on pourrait voir apparaître certains problèmes cruciaux : dégradation des conditions de travail, précarité des contrats de travail, pénurie d'emplois... On réaliserait alors que les politiques de l'emploi ne peuvent se limiter à plus de formations professionnelles et davantage d'insertion. Ces politiques de l'emploi devraient également se préoccuper de la détérioration des conditions de travail et d'autres événements contextuels importants. Par exemple, questionner l'organisation du travail ou l'évolution des solidarités familiales.

Malheureusement, ce n'est pas ce qui se passe de nos jours. Que du contraire : en haut, les décideurs évoquent l'idée d'abandonner (en bas) la société du travail et/ou d'accorder moins d'importance à l'emploi. Mais ces mêmes décideurs jouissent, eux, d'une fameuse sécurité d'emploi, de bons contrats de travail et d'une belle rémunération. C'est là tout le paradoxe de notre société, qui traduit un fossé entre le haut et le bas de la pyramide sociale. Un problème d'inégalité qui nous renvoie au sujet de départ : la crise de la démocratie...

